

Onzième dialogue stratégique sino- européen

*en partenariat avec le CICIR -
Chinese Institute of Contemporary
International relations*

mémo
OBSERVATOIRE CHINE 2015/2016

Session n°1 : Les relations sino-européennes

Feng Zhonping , Vice-président du CICIR, Directeur de l'Institut d'Etudes européennes

Observatoire Stratégique et Politique de la Chine, cycle 2015-2016
10 juillet 2015 - Ecole militaire



Liste des participants à la session n°1

Jean-Pierre Cabestan	Chercheur associé à Asia Centre et directeur du département de science politique et d'études internationales à l'Université Baptiste de Hong-Kong
Frédéric Charillon	Directeur de l'IRSEM
Jean-François Di Meglio	Président d'Asia Centre
Feng Zhongping	Vice-président du CICIR, Directeur de l'Institut d'Etudes européennes
Huang Jing	Chercheure au CICIR, Institut d'études européennes Chercheur à Asia Centre
Jean-Luc Racine	Vice-président d'Asia Centre
Nicolas Régaud	Conseiller spécial du Directeur général de la DGRIS
Zhou Tanhao	Chercheur au CICIR, Institut d'études européennes

Intervention de Feng Zhongping

Dans ses remarques préliminaires à la présentation de Feng Zhongping, vice-président du CICIR, le professeur Charillon est revenu sur la centralité de l'Asie tout en la relativisant. Premièrement, chaque région confrontée à des événements déstabilisants devient centrale. Deuxièmement, il est difficile de parler d'émergence dans la mesure où la Chine a été une grande puissance durant des siècles.

Le professeur Feng Zhongping a commencé sa présentation en rappelant les deux principaux débats au sein du monde politique et de la recherche en Chine. Le premier porte sur la gestion du problème posé par Daesh et la crainte d'une nouvelle série d'attaques terroristes type 9/11. Le second et le plus important est ce qu'il appelle la « théorie de la nouvelle Guerre froide » apparue dans le contexte d'une détérioration des relations entre les États-Unis/l'Europe et la Russie et des relations entre les États-Unis et la Chine. Les tensions, qui semblent être au plus haut depuis la fin de la Guerre froide, poseraient la question d'un retour vers « l'ancienne normalité » de la Guerre froide. Sans commenter en détail les relations entre Washington et Moscou, Feng Zhongping balaye l'argument concernant les relations sino-américaines estimant que le concept de nouvelle Guerre froide est bien trop exagéré. Selon lui, les relations bilatérales ne sont en rien comparables à celle entre les États-Unis et l'URSS, du fait notamment d'une forte interdépendance économique, de la nécessité d'une coopération sur de nombreux sujets internationaux, mais aussi de l'absence d'une volonté d'exportation du modèle chinois permettant d'éviter tout conflit idéologique.

Abordant ensuite les relations sino-européennes, Feng présente la Chine et l'Union européenne comme les partenaires les plus solides au monde du fait d'une coopération continue et approfondie. Si 2015 permet de célébrer le quarantième anniversaire des relations diplomatiques entre Bruxelles et Pékin, les relations sont encore plus anciennes. L'interdépendance entre les deux entités est forte et alors que l'UE pensait auparavant que la Chine avait plus besoin d'elle que l'inverse, ce n'est plus le cas aujourd'hui. La Chine est le plus grand marché pour l'UE et son second partenaire tandis que l'UE est le premier partenaire commercial de la Chine. Depuis la crise financière de 2007/2008, la Chine a accru ses investissements de façon très rapide en Europe. Les Européens ont investi plus d'une centaine de milliards en plusieurs décennies alors que la Chine a investi cinquante milliards en Europe en un seul lustre. La récente visite du Premier ministre Li Keqiang démontre également la forte volonté de coopération bilatérale. Son idée principale est de lier le plan Juncker avec l'Initiative OBOR. La Chine est donc non seulement intéressée à faire des investissements conjoints, mais aussi à coopérer avec la France pour gagner des marchés à l'étranger, notamment en Afrique.

Q&A

Jean-Pierre Cabestan a insisté sur les perceptions européennes de la diplomatie du Président Xi. La Chine est devenue plus « assertive », prend plus de risques avec ses voisins maritimes mais prend aussi plus d'initiatives (OBOR, AIB). Les relations sino-européennes sont denses mais il convient de différencier deux niveaux : Chine/UE et Chine/États membres. De plus, certains pays ont plus d'importance que d'autres comme le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France alors que Berlin n'a pas été mentionné une seule fois par les intervenants chinois.

Le professeur Cabestan est ensuite revenu sur les trois piliers qui forment la relation bilatérale. Le premier est le pilier politique et stratégique. On assiste à une multiplication des dialogues sur tous les sujets. Cependant, une question se pose : comment passer d'une série de dialogues à une coopération concrète, la coopération sur le terrain demeurant limitée malgré de rares exemples comme le Mali. Selon Jean-Pierre Cabestan, une meilleure coopération est possible au niveau des entreprises, notamment en Afrique, mais aussi sur la résolution des différends maritimes. De nombreux exemples d'arbitrages réussis sont disponibles en Europe. La coopération sur l'Iran mais aussi sur le climat semblent insuffisantes. Le deuxième pilier est économique et occupe un rôle majeur dans la mesure où les questions commerciales sont négociées au niveau européen. Le déficit européen se réduit de 170 milliards d'euros en 2010 à 138 milliards d'euros en 2014. Cependant, la question de la propriété intellectuelle demeure l'un des sujets les plus délicats à gérer. Enfin, le tourisme ne cessant de croître entre l'Europe et la Chine, le troisième pilier concerne les contacts personnels et les échanges « de peuple à peuple ». Si un plan ambitieux vise à atteindre 300 000 étudiants en échange à l'horizon en 2020, nous en sommes encore loin. Enfin, si l'Europe s'inspire de plus en plus des idées et concepts chinois comme cela a été souligné par les intervenants chinois, les transferts d'idées se font dans les deux sens.

Jean-Luc Racine a insisté sur le fait que la coopération avec la Chine ne devait pas uniquement concerner le volet économique. Il a notamment cité Donald Tusk selon qui « nous partageons des intérêts stratégiques avec la Chine ». Il convient donc d'aller bien plus loin que le dialogue. Les récents événements dans la périphérie de l'Europe posent également la question de ce qu'est l'UE. Jean-Luc Racine rappelle à ce titre que, dans le cas de l'Ukraine, la Chine n'a pas condamné Moscou mais a toutefois été mal à l'aise à cause de la question du séparatisme. Se pose notamment pour l'Europe la question de l'approfondissement des relations entre Moscou et Pékin. Dimitri Trenin du Carnegie Endowment de Moscou considère que la Russie a désormais modifié sa politique visant à rejoindre l'Occident et a décidé de jouer la carte de l'Eurasie, notamment en renforçant sa coopération avec Pékin. Il convient également de s'interroger sur les nouvelles responsabilités qu'implique la montée en puissance de la Chine sur le plan des normes, de l'engagement international et de la sécurité. Sur ce dernier point, le cas afghan mérite attention. Alors que des représentants

des talibans se sont rendus à Pékin et dans le Xinjiang, on note un accroissement de l'engagement chinois en faveur des négociations entre talibans et gouvernement afghan : de façon significative, une première rencontre entre les parties a récemment eu lieu au Pakistan, avec observateurs chinois et américains.

Jean-François Di Meglio a posé une question sur la raison du rapprochement de la Chine avec l'Europe : dans un contexte où les relations avec les Etats-Unis et les autres grands se dégradent, l'euro baisse et fournit des opportunités d'investissement. La Chine met-elle vraiment en œuvre une véritable vision stratégique de long terme ?

Huang Jing a exprimé son désaccord avec le professeur Cabestan, considérant que les concepts et initiatives qui se multiplient depuis deux ans entre l'Europe et la Chine ne consistent en rien de vaines conversations mais des avancées significatives.

Nicolas Régaud a souligné qu'il était important d'exprimer les différences entre l'Europe et la Chine. La France a opéré un pivot économique mais aussi politique et stratégique vers l'Asie car il tenir compte des nouveaux équilibres mondiaux. Du reste, la France a signé au fil des ans des accords de partenariats stratégiques avec de nombreux pays asiatiques : Inde, Singapour, Malaisie, Vietnam, Japon. Lorsque les tensions s'accroissent entre ces pays et la Chine, cela a un impact sur la relation bilatérale. Ensuite, l'UE est fondée sur la loi et les normes, ce qui fait de l'UE une puissance atypique. De plus, l'UE peut servir de porte-voix des préoccupations des Etats membres comme cela a été le cas en novembre 2013 suite à l'annonce de l'ADIZ par la Chine ou avec la déclaration de la sécurité maritime à la suite du dernier G7 des ministres des Affaires étrangères en Allemagne.

Feng Zhongping est revenu sur l'ensemble de ces questions. Selon lui, la Chine souhaite une vraie coopération avec l'Europe, mais les institutions de Bruxelles ne sont pas assez puissantes ; de plus, la France et les autres Etats membres ne laisseront pas Bruxelles décider à leur place. Il y aurait donc pour Pékin une division du travail entre Bruxelles et les Etats membres. De plus, lorsque le Président Xi parle de l'Europe, il évoque une coopération entre deux mondes, et ne se limite pas à l'UE ou à l'eurozone. La Chine n'a ensuite aucun intérêt à remettre en cause l'ordre international au sein duquel elle s'est développée. Balayant les critiques, Feng Zhongping estime également qu'il est complètement erroné de comparer le cas de la mer de Chine méridionale avec celui de la Crimée. Si le chercheur affirme comprendre l'inquiétude vis-à-vis de la Chine du fait de sa montée en puissance, il insiste sur le fait que la Chine ne prendra jamais de mesures militaires pour résoudre ces différends. En outre, la mer de Chine méridionale est présentée comme un cas unique et la Chine chercherait avant tout une solution pacifique. Elle serait la première victime de ces différends territoriaux. Cet argument est contesté par Jean-Pierre Cabestan selon qui la Chine a toujours développé sa propre interprétation des normes et c'est d'ailleurs, selon lui, la raison du désaccord actuel. Si elle n'utilise pas de moyens militaires en mer

de Chine méridionale, elle a recours aux garde-côtes, à des moyens paramilitaires. Enfin, l'OTAN plus que l'UE pourrait apparaître comme un partenaire pour les questions de sécurité.